



Benoit Daviron

Biomasse **Une histoire de richesse et de puissance**

Éditions Quæ

Chapitre 17 - Diffusion contrastée du modèle américain et institutionnalisation de la division Nord-Sud

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Éditions Quæ
Année d'édition : 2020
Date de mise en ligne : 31 mars 2021
Collection : Synthèses
ISBN électronique : 9782759233861



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

DAVIRON, Benoit. *Chapitre 17 - Diffusion contrastée du modèle américain et institutionnalisation de la division Nord-Sud* In : *Biomasse : Une histoire de richesse et de puissance* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2020 (généré le 02 avril 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/31530>>. ISBN : 9782759233861.

Chapitre 17

Diffusion contrastée du modèle américain et institutionnalisation de la division Nord-Sud

Pendant les décennies qui suivent la fin de la Deuxième Guerre mondiale se construisent, en miroir, deux groupes de pays, dont l'histoire n'avait guère annoncé ni leur unité interne, ni la division entre les deux¹⁹².

Cette partition trouve une partie de ses fondements dans la diffusion inégale du modèle américain, sous l'appellation de «reconstruction», «développement» ou «modernisation» (voir McMichael, 1996, et la notion de *development project*). Le résultat de la réplication de ce modèle est fortement dépendant de la place assignée à chacun dans la division internationale du travail institué durant la phase d'hégémonie anglaise. L'adoption du modèle nationalo-centré s'avère beaucoup plus facile pour les pays industriels, le «centre», que pour les pays exportateurs de biomasse, la «périphérie» de l'ère hégémonique anglaise.

Mais elle est aussi le résultat d'un jeu diplomatique. Dans les années d'après-guerre, une série de conférences, d'événements diplomatiques et de créations d'organisations internationales vont institutionnaliser cette vision-division du monde, renforçant la convergence des politiques économiques au sein de chacun des deux groupes et la divergence entre les deux groupes. La dichotomie entre le Nord et le Sud, entre les pays développés et ceux en développement, etc. trouve toute sa pertinence pour l'analyse de cette période, mais pas au-delà, et encore moins avant.

» Rattrapage au centre

L'adoption du modèle américain

Les États-Unis jouent un rôle très actif dans l'adoption de leur modèle par les pays, qui, sortis détruits de la Deuxième Guerre mondiale, ont un grave problème de balance des paiements et occupent une position géopolitique située sur les lignes de front de part et d'autre du bloc socialiste, Allemagne et Japon en tête.

Les États-Unis apportent avec eux la «religion de la croissance». La «politique de productivité», suivant l'expression de Charles Maier, s'appuie sur la vision de leur propre retour à la prospérité après l'expérience traumatique de la crise des

192. De nombreux textes associent cette division du monde à l'histoire coloniale européenne. Pourtant, ni les dates de colonisation, ni les durées, ni même le fait colonial ne sont déterminants pour l'appartenance d'un pays à l'un ou l'autre de ces groupes. Nord ou Sud ? Les États-Unis ont été colonisés de la fin du xvi^e siècle à 1776, l'Argentine de 1516 à 1816, l'Australie de 1788 à 1900, le Ghana de 1902 à 1957, Haïti de 1492 à 1804, la Finlande du Moyen Âge à 1914, la Thaïlande jamais, la Côte d'Ivoire de 1920 à 1960, l'Irlande de 1494 à 1921...

années 1930. L'idée est que croissance et productivité permettront de résoudre tant les conflits internes (sur la distribution des revenus, la place respective des grandes entreprises, des syndicats et de l'administration dans la définition des politiques) qu'internationaux, c'est-à-dire que la priorité donnée à la quête de productivité permet d'évacuer les questions qui fâchent (Maier, 1987 : 128). Cette hypothèse a été confirmée lors de la guerre, qui a fait la démonstration, aux États-Unis, que la prospérité pouvait être atteinte sans redistribution majeure du pouvoir économique tout en légitimant l'interventionnisme étatique et la planification.

L'intervention américaine dans les pays du centre se fait d'abord sous la forme de l'administration directe des pays défaits, comme en Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1949 ou au Japon jusqu'en 1952. En Allemagne, le Plan Morgenthau, qui ambitionnait de priver l'Allemagne de tout secteur industriel pour en faire un pays agricole, est très vite abandonné au profit de la reconstruction de l'économie, industrie comprise, du seul pays vu comme capable de bloquer l'expansion soviétique. De même, au Japon, la contestation sociale grandissante force l'administration américaine à remplacer son ardeur à éliminer toutes les institutions de l'époque impériale par un appui à la croissance économique.

Dans les pays alliés, la promotion active par les États-Unis du « modèle américain » ne passe pas par une administration directe du pays, mais par les conditionnalités associées aux prêts américains. Les États-Unis exercent par ce biais une forte influence sur la politique économique adoptée dans l'immédiat après-guerre, comme en France par exemple (Wall, 1991 : chapitres 2 et 6)¹⁹³. La France est en effet très dépendante du soutien financier américain, pour l'importation de biens de consommation qui font alors défaut comme pour les investissements que réclament la reconstruction et la « modernisation ». Le Plan Monnet fait explicitement référence aux financements américains pour sa mise en œuvre. Les premiers accords de prêts conclus par Léon Blum avec le Secrétaire d'État américain Byrnes en 1946, tout comme les financements du Plan Marshall en 1948, s'accompagnent de conditionnalités aussi précises et diverses que l'ouverture du marché français au cinéma américain ou une politique de stabilisation du taux de change¹⁹⁴.

« Les Trente Glorieuses »

Les trois décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, appelées « Les Trente Glorieuses » par Jean Fourastié, sont pour l'Europe une période de croissance exceptionnelle, et sans comparaison avec son expérience historique (Fourastié, 1979). Entre 1950 et 1973, le PIB de l'Europe de l'Ouest croît de 4,6 % par an,

193. Il faudrait ajouter, aux financements officiels, les financements plus ou moins occultés de l'administration, mais aussi d'entités privées (syndicat, fondation) ayant favorisé la montée d'organisations plus favorables aux modèles américains qu'à son rival soviétique. L'appui donné à la création du syndicat Force ouvrière, né d'une scission de la CGT (Confédération générale du travail), en est une des meilleures illustrations.

194. Limitation pure, sans intervention, n'est pas à négliger dans un contexte de rivalité internationale. Si l'on en croit Kenneth Waltz, père de la théorie dite « néo-réaliste », imiter le plus puissant est sans doute la meilleure stratégie pour les autres pays : « Dans n'importe quel système compétitif, les gagnants sont imités par les perdants, sinon ceux-ci continuent de perdre » (Waltz, 1999 : 695). Il peut donc y avoir réplique sans subordination ni coopération : les pays du « socialisme réel » ont ainsi couru après le modèle américain dans l'unique ambition de se l'approprier, voire de le dépasser.

bien plus vite que pendant l’entre-deux-guerres, mais bien plus vite également que durant le XIX^e siècle et sa première globalisation¹⁹⁵.

Tableau 17.1. Taux de croissance annuel en Europe de l’Ouest et taux de croissance des salaires français, 1890-1973.

	Taux global	Taux par heure travaillée	Salaires en France
1890-1913	2,6	1,6	0,4
1913-1950	1,4	1,9	1,3
1950-1973	4,6	4,7	3,6

Sources : Crafts et Toniolo, 1996 : 2 ; Boyer, 1979, pour les salaires français.

Cette période est très différente du XIX^e siècle du fait de l’augmentation très rapide de la productivité du travail, raison pour laquelle les économistes «régulationnistes» parlent de croissance intensive, d’autant plus que ces gains de productivité sont redistribués sous forme d’augmentation des salaires (tableau 17.1). C’est bien le modèle fordiste qui est adopté par l’Europe, la croissance du pouvoir d’achat permettant d’absorber la croissance de la production sur le marché intérieur.

Comme aux États-Unis, l’après-guerre se distingue de l’avant-guerre par une redistribution des revenus (figure 17.1) qui montre la rapidité avec laquelle la part des 1 % les plus riches se voit réduite (en moyenne de 20 à 10 % du revenu national) à un niveau où elle se stabilise pendant ces trente ans de prospérité.

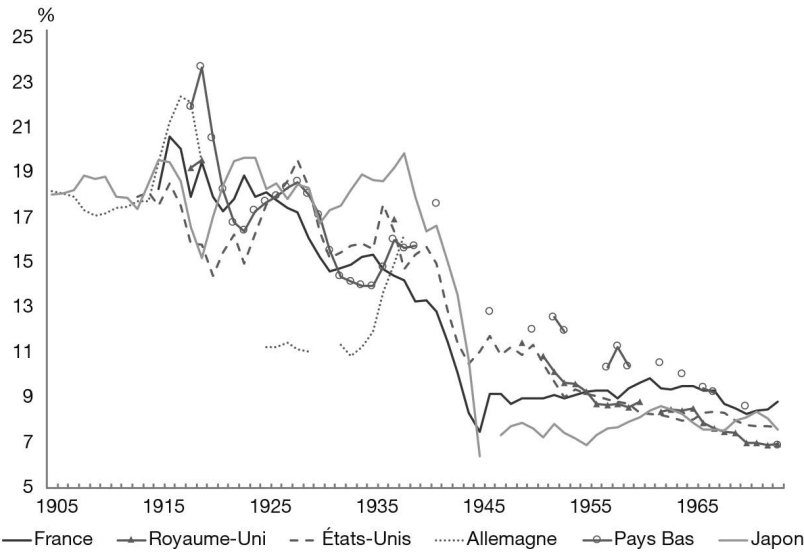


Figure 17.1. Part des 1% les plus riches dans le revenu national de différents pays de l’OCDE, 1905-1973. Source : d’après Atkinson et Piketty, 2007.

Le cas du «miracle japonais» est plus spectaculaire encore. Le PIB du Japon croît selon un rythme de 9 % par an durant les années 1950, de 10 % au début des années

195. Et, même si on l’a un peu oublié par la suite, l’Europe de l’Est a des performances tout à fait similaires à l’époque, avec 4,9 % de croissance annuelle entre 1950 et 1973, et même des records en Bulgarie et en Roumanie (respectivement 6 % et 5,9 %) (Wakeman, 2003).

1960, et de 13 % à la fin de cette décennie jusqu'au premier choc pétrolier de 1973 ! Le salaire moyen est multiplié par trois entre le milieu des années 1950 et cette année-là. Le nombre de voiture en circulation passe de 48 000 à 14 millions pour la même période 1950-1973 (Allen, 1981 : 268).

La croissance japonaise va en outre bénéficier grandement de la guerre qui est menée en Corée à partir de 1950. Qualifiée de « don des dieux » par le Premier ministre japonais (Henshall, 1999 : 191), cette guerre donne au pays un rôle capital de fournisseur de l'armée américaine. Les ventes aux armées assurent le tiers des entrées en devises durant les trois années de guerre. Grâce à ces stimuli, la production industrielle retrouve dès 1953 son niveau d'avant-guerre. La guerre de Corée accélère aussi la conclusion d'un traité de paix entre le Japon et 48 pays, mettant fin à l'administration directe du pays par les Américains, remplacée par le seul maintien de bases militaires.

Cependant, et comme le montrent les analyses menées en termes de comptabilité de flux de matière (figure 17.2), les miracles japonais et européen n'ont rien de miraculeux et la « gloire » à reconstruire des pays en ruine se gagne surtout par la mobilisation sans précédent de minerais divers et de pétrole (importé). La part de matières minérales dans la consommation totale de matière dépasse le plafond relatif qu'elle avait atteint dans l'entre-deux-guerres et, dans un gros nuage de CO₂, arrache la croissance avec les dents (des pelleteuses et des trépan).

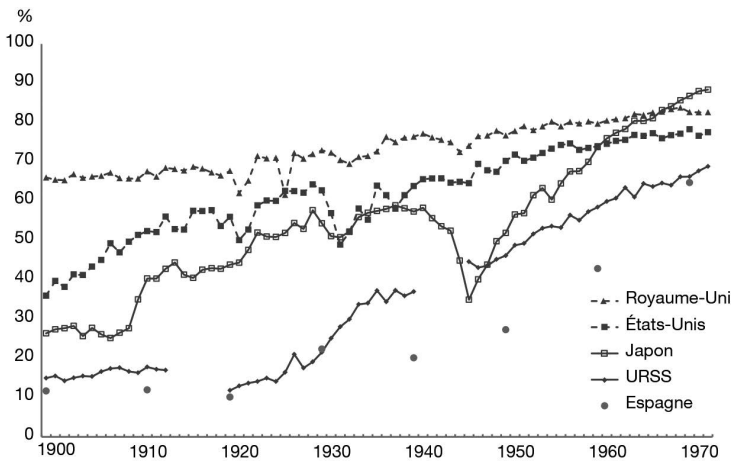


Figure 17.2. Part des ressources minières dans la consommation nationale de matière de différents « pays industrialisés », 1900-1972. Sources : Krausmann *et al.*, 2016b ; Infante-Amate *et al.*, 2015, pour l'Espagne.

Toutefois, les pays d'Europe de l'Ouest n'adoptent pas complètement le modèle américain d'économie nationalo-centrée. La croissance économique s'y accompagne d'un processus d'intégration commerciale dont la version la plus aboutie est la Communauté économique européenne (CEE), regroupant l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Les premières négociations visant à une intégration économique de l'Europe sont menées dans le cadre de l'OECE sous l'impulsion des États-Unis. Très vite cependant, l'ambition de construire une organisation supranationale se voit contestée par le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse, une autre voie est recherchée par des hommes comme Jean Monnet.

La Communauté économique du charbon et de l'acier, créée en 1951, et portée par la France et l'Allemagne mais réunissant aussi l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, est une première étape. L'objectif est d'aboutir à un marché commun du fer et de l'acier, en s'appuyant sur une haute autorité susceptible d'imposer ses décisions aux gouvernements nationaux (Urwin, 2014 : 67). La CEE est créée en 1957 sur le principe d'une union douanière, avec l'adoption d'un tarif commun pour l'ensemble des pays, la suppression de tous les obstacles aux échanges entre eux et la mise en place d'une autorité supranationale, la Commission européenne, en charge des négociations commerciales internationales. Désormais, les entreprises des six pays membres sont en compétition ouverte entre elles mais disposent, à l'abri de protections, d'un vaste marché (le Marché commun) permettant de tirer pleinement parti des économies d'échelle. La CEE crée, pour chacun de ses membres, les conditions d'une croissance centrée sur un espace élargi mais protégé, une croissance regionalo-centrée pourrait-on dire.

L'évolution de la part des échanges intra-communautaires dans les échanges des pays de la CEE rend bien compte de cette situation. En 1957, 28 % du total des importations des pays de la CEE et 32 % de leurs exportations sont des échanges intra-communautaires (Bank for International Settlements, 1960 : 110). En 1972, ces ratios atteignent respectivement 51 % et 49 % (Eurostat, 1973 : 10 et 11).

La réalité du centrage régional se manifeste plus clairement encore dans le ratio échanges extérieurs sur PIB, si on ne considère comme échanges extérieurs que les échanges extra-communautaires. Ce ratio est de 20 % en 1960 et de 19 % en 1970 (tableau 17.2). Il est donc, pour l'Europe des années 1960, bien plus faible qu'il ne l'était pour les pays européens durant les années précédant la Première Guerre mondiale (entre 59 et 29 %), et de surcroît il tend à baisser. C'est bien une européanisation qui s'opère alors, et non une globalisation.

Tableau 17.2. Taux d'internationalisation, (exportation + importation)/PIB, de différents pays européens et de la CEE, 1913-1970.

	Vers 1913	Vers 1938	1960	1970
Royaume-Uni	59	28	42	42
Allemagne ¹	42	15	36	35
France	42	21	27	31
Italie	29	17	25	30
CEE 6 hors intra	-	-	20	19

Sources : pour 1913 et 1938, voir Deutsch et Eckstein, 1961 ; pour 1960 et 1970, voir les données de la Banque mondiale pour le Royaume-Uni, la France, l'Italie et les Pays-Bas ; pour l'Allemagne, voir Deutsch et Eckstein, 1961 ; pour la CEE 6, voir Mitchell, 1992 pour le PIB et Eurostat, 2008 pour les échanges hors intra. 1. Allemagne de l'Ouest pour 1960 et 1970.

La protection du secteur agricole

Sur l'histoire des politiques agricoles des pays de l'OCDE ou de la Politique agricole commune des pays européens, de nombreux ouvrages, excellents, existent (Bureau et Thoyer, 2014 pour la Pac, et Sheingate, 2001 pour une comparaison États-Unis, France, Japon). Globalement, les politiques d'intervention sur les marchés agricoles adoptées durant la crise des années 1930 et renforcées durant la guerre sont

poursuivies en s'appuyant sur une représentation forte des agriculteurs, groupe électoral encore important.

La Politique agricole commune (Pac) est la reproduction, à l'échelle régionale, d'une stratégie d'auto-centrage, et une des meilleures mises en pratique d'une politique d'autosuffisance alimentaire. Le Traité de Rome, signé en 1957, affiche explicitement cet objectif. Dans la pratique, la Pac se traduit par la mise en place d'un mécanisme de prélèvements variables sur les prix à l'importation et de subventions aux exportations, qui permettent de déconnecter parfaitement les prix intérieurs au producteur des prix internationaux, et de les maintenir à un niveau supérieur. Sous la pression des pays d'Europe du Nord (Pays-Bas, Belgique, Allemagne) – et des États-Unis –, le marché des produits oléoprotéagineux, dont le soja et donc l'alimentation du bétail, reste toutefois ouvert aux importations.

L'économiste australien Kym Anderson a mené un énorme travail de compilation de données pour mesurer et comparer le soutien accordé à l'agriculture dans un très grand nombre de pays durant les cinquante ans de l'après-guerre (Anderson, 2009, et Anderson et Nelgen, 2013 pour une actualisation des données). Il a ainsi calculé ce qu'il appelle, respectivement, le taux nominal et le taux relatif d'assistance à l'agriculture. Le taux nominal est censé rendre compte de la différence de revenu générée dans l'agriculture par toutes les interventions publiques – aides ou prélèvements – ciblées sur des produits particuliers (hors donc les aides directes au revenu versées sans condition de production). Le calcul du taux relatif prend en compte la protection apportée aux autres secteurs de l'économie et la «soustrait» du soutien apporté à l'agriculture (ainsi, si la production nationale d'engrais est protégée, les agriculteurs paieront plus cher leurs engrais et cette protection se traduira pour eux par une perte de revenu). Le tableau 17.3 présente la valeur de ces taux au milieu des années 1950 et au début des années 1970 pour la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni et le Japon. Dans tous les cas, le taux est positif même si la prise en compte de la protection dont bénéficie le secteur industriel tend à le réduire, sauf au Japon. De surcroît, à l'exception du Royaume-Uni, la protection du secteur agricole s'accroît entre les deux dates.

Tableau 17.3. Taux nominaux et réels d'assistance à l'agriculture, 1955-1972 (en %).

	1955-1957		1970-1972	
	Taux nominaux	Taux relatif	Taux nominaux	Taux relatif
France	33	20	63	53
Allemagne	48	43	82	79
Royaume-Uni	57	36	29	11
Japon	31	35	57	65

Sources : Anderson et Nelgen, 2013. Données : http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/388/get_microdata (consultée le 30 décembre 2018).

Pour la France, la signature du Traité de Rome signifie l'abandon de la stratégie d'autarcie impériale. Les colonies françaises, à la veille de leur indépendance, perdent à cette occasion l'accès privilégié et protégé dont elles bénéficiaient sur le marché français. L'histoire de l'arachide sénégalaise, expulsée du marché français par le soja américain, résume le processus. La France connaît ainsi une nette

européanisation des échanges agricoles¹⁹⁶ dont la croissance concerne quasi exclusivement les échanges avec les autres pays de la CEE, tandis que les échanges avec le reste du monde tendent à se réduire. Entre 1961 et 1972, le taux d'internationalisation de l'agriculture française (somme des importations et des exportations sur le PIB agricole) passe ainsi de 7 à 23 % pour les échanges avec les pays de la CEE, alors qu'il chute de 32 à 25 % pour les échanges avec le reste du monde (calcul de l'auteur d'après Insee, diverses années). On mesure ici l'ampleur du basculement de l'Empire vers l'Europe qu'a entraîné la signature du Traité de Rome.

Modernisation agricole : des évolutions synchrones

De nombreuses histoires nationales existent, racontant la modernisation de leur agriculture. En France, elle serait l'œuvre d'éclaireurs tels Pisani, Battisse, et les Jeunesses agricoles catholiques (Alphandéry *et al.*, 1989; Gervais *et al.*, 1978; Muller, 1984).

En réalité, c'est la simultanéité et la similarité des évolutions dans les différents pays dits « développés » qui sont remarquables. On a bien affaire à la réplification d'un modèle hégémonique, et les variations sont marginales. Durant cette période, tous les pays de l'OCDE voient augmenter les rendements, et surtout la productivité du travail dans l'agriculture, et le nombre des actifs agricoles dégringoler.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, une partie des caractéristiques de « l'agriculture de la chimie » qui se déploie aux États-Unis à partir des années 1930 sont présentes en Europe dès la fin du XIX^e siècle. Certaines régions, voire des pays entiers, se sont alors spécialisées dans les productions animales sur la base d'aliments importés, et d'autres dans les seules productions végétales grâce à l'utilisation d'engrais minéraux (de synthèse ou tirés du sous-sol). Après la Deuxième Guerre mondiale, ces évolutions se poursuivent et se voient adjoindre deux « paquets techniques » plus véritablement originaires des États-Unis : le couple mécanisation-motorisation et les « usines à protéines animales » (Grigg, 1992; Bairoch, 1999; Federico, 2005).

Il n'existe sans doute pas de meilleure synthèse que celle qu'ont réalisée Yujiro Hayami et Vernon Ruttan au long de leur carrière (Hayami, 1971; Ruttan, 1977, Hayami et Ruttan, 1985) pour rendre compte des transformations qu'ont connues, après la Deuxième Guerre mondiale, les agricultures des pays dits « développés ». Pères de la théorie des innovations induites, ces deux auteurs se sont attachés à comparer l'évolution de la productivité des facteurs (terre, travail surtout) et à l'interpréter en fonction de leurs disponibilités et de leurs prix relatifs.

La figure 17.3, qui résume une partie essentielle de leurs résultats, présente l'évolution du rendement et de la productivité du travail entre 1930 et 1975 pour six pays : le Japon, l'Allemagne, le Danemark, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le rendement est porté sur l'axe vertical, la productivité du travail sur l'axe horizontal. Les deux variables sont mesurées en tonnes de blé (autrement dit en valeur énergétique) et données en moyennes quinquennales¹⁹⁷. La figure utilise une

196. Et non pas une internationalisation tous azimuts comme cela a souvent été affirmé (Marloie, 1984).

197. La méthode utilisée pour calculer ces indicateurs est décrite dans Hayami (1971).

échelle logarithmique, ce qui permet de mieux visualiser les ruptures de tendance. La pente entre deux dates donne une indication de l'évolution du rendement par rapport à celle de la productivité du travail. Plus faible que la pente diagonale, elle indique une croissance de la productivité du travail supérieure à celle du rendement, plus forte, le contraire.

Le rendement énergétique : un sujet tabou du débat agricole français ?

Très peu de travaux sont disponibles sur l'évolution du rendement énergétique de l'agriculture française au cours de sa modernisation, au point que l'on se demande si le sujet n'est pas tabou pour le débat agricole et pour les agronomes.

Le travail de Jean-Paul Deleage et de ses collègues, publié en 1979, constitue l'une des rares exceptions sur ce sujet. Il résume en quelques chiffres l'ampleur des transformations opérées en trente ans. Mesurée en énergie, la production a été multipliée par près de 3 ...et la productivité du travail par 9 ! Comment ne pas parler de révolution, même « silencieuse » (Debatisse, 1963), devant de tels chiffres. Mais pour silencieuse qu'elle soit, cette révolution n'est pas gratuite, puisque la consommation d'énergie fossile est elle aussi multipliée par 9. Le résultat est un rendement énergétique qui s'effondre, passant de 2,3 à 0,7, et une agriculture qui, globalement, au lieu de fournir de l'énergie, en consomme sans compter.

Bilan énergétique de l'agriculture française, 1945 et 1975.

	1945	1975
Apport d'énergie (en petajoules)		
Travail humain	11,5	3,5
Énergie fossile	55,4	665,5
Total	78	688
Production d'énergie (en petajoules)		
Végétale	170,2	393,6
Animale	50,0	91,4
Total	183,0	485,0
Productivité du travail par actif agricole (en gigajoules)	27,9	242,9
Rendement énergétique	2,3	0,7

Source : Deleage *et al.* (1979), cité par Stanhill (1984b : 116).

Les performances européennes se situent entre celles du Japon, où la terre est rare, et celle du États-Unis, où elle est abondante. Le rendement est supérieur à celui des États-Unis et inférieur à celui du Japon. La productivité du travail, à l'inverse, est inférieure à celle des États-Unis mais supérieure à celle du Japon.

L'accélération des évolutions après-guerre et le parallélisme des trajectoires européennes en termes de productivité énergétique – de la terre comme du travail – sont frappants. Les différences entre les points de départ se retrouvent à la fin, mais les trajectoires de croissance sont les mêmes dans tous les cas, la croissance de la productivité du travail étant plus rapide que celle du rendement. Au-delà donc des spécificités nationales, structure et conjoncture l'emportent, *via* les politiques et les marchés.

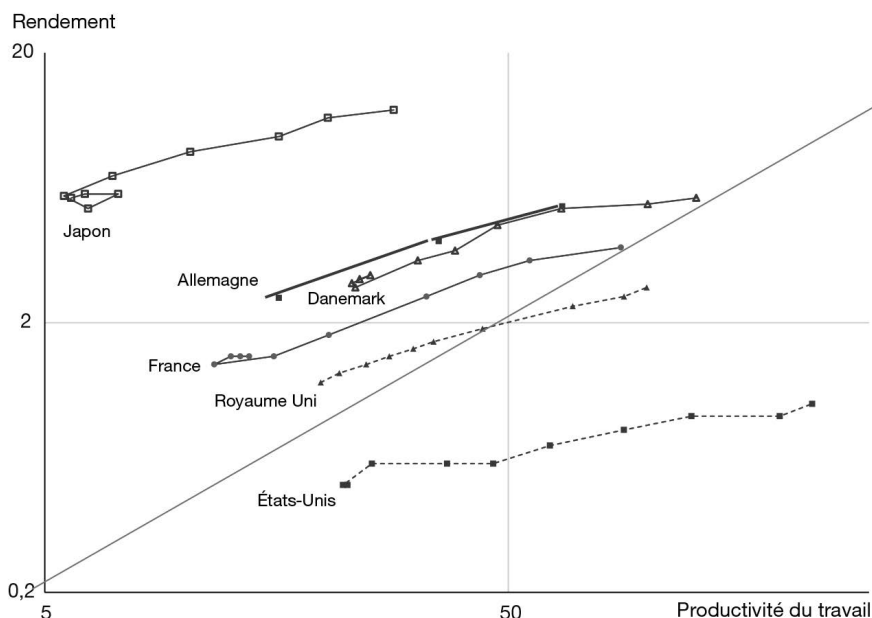


Figure 17.3. Évolution du rendement et de la productivité du travail dans différents pays, 1930-1975 (en équivalent tonne de blé). Sources : d'après Hayami et Ruttan, 1985 ; Ruttan, 1978 pour l'Allemagne.

Dans tous ces pays, l'évolution de la productivité du travail est remarquable. Elle reflète l'ampleur du mouvement de mécanisation-motorisation. Mesurée en énergie produite par travailleur, elle est multipliée par trois dans de nombreux pays européens entre la fin des années 1940 et le début des années 1970, soit à peine en plus de vingt ans. Plus encore, le taux de croissance de la productivité de la population active y est supérieur à celui des autres secteurs de l'économie, jusqu'à deux fois et demie plus au Royaume-Uni. Si « Trente Glorieuses » il y a eu, c'est bien dans l'agriculture.

Les leçons de l'agriculture américaine de René Dumont (1949).

René Dumont, premier candidat écologiste à la présidence de la République (en 1974), a été dans l'immédiat après-guerre un des militants de la modernisation de l'agriculture française et un farouche opposant de ce qu'il appelle le malthusianisme agricole, c'est-à-dire les mesures de restriction de l'offre visant à soutenir les prix et les revenus, et a au contraire défendu la nécessité d'une augmentation simultanée du rendement et de la productivité du travail, par l'emploi des engrais et des tracteurs ou la mise en culture des prairies naturelles (Dumont, 1946).

Maître de conférences à l'Institut national agronomique de Paris, il participe pendant la guerre à la « rédaction clandestine d'un rapport sur le problème agricole français » qui reprend les travaux de la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Hot Springs (États-Unis) en 1943 (Alphandéry *et al.*, 1989 : 144).

À la Libération, il intervient comme conseiller au Commissariat du Plan de modernisation et d'équipement et contribue activement à la composante agricole du Plan Monnet qui affirme qu'« une agriculture convenablement orientée et

puissamment équipée, conciliant le caractère des agricultures de l'Europe nord-occidentale évoluées grâce à l'équipement de l'exploitation familiale avec, dans certaines régions, la mécanisation de la grande culture intensive, pourra ainsi, tout en assurant la prospérité du monde paysan, contribuer efficacement à la richesse économique du pays» (premier rapport de la Commission de modernisation rurale, 1946, cité par Alphanhéry *et al.*, 1989 : 149).

C'est dans ce cadre qu'il effectue, en 1946, une mission aux États-Unis dont il tirera quelques années plus tard son ouvrage *Les leçons de l'agriculture américaine* (Dumont, 1949). Il y souligne les écarts de productivité du travail qui sépare le *farmer* américain, du *nhaqué* tonkinois (*sic*) et du paysan français en montrant que celle du premier est 50 fois supérieure à celle du second et 3,5 fois celle du troisième. Il constate ainsi que «l'aliment de base des classes modestes [le maïs] n'exige pratiquement plus de travail : événement capital dans l'histoire de l'humanité» (*ibid.* : 328), mais aussi que, «sur 1 600 millions de quintaux de céréales produites aux États-Unis, 10 % seulement vont à l'alimentation humaine directe» et ajoute «celle-ci [l'alimentation] s'élève quand les grains sont donnés au bétail en proportion plus forte» (*ibid.* : 335).

La mission de René Dumont sera suivie, entre 1950 et 1959, d'une série de 68 «missions de productivité» consacrées à l'étude de l'agriculture américaine (Brunier, 2012 : 108). Celles-ci permettront d'accompagner la politique de modernisation de l'agriculture française, considérée, depuis le lancement du Plan Marshall, comme un grand secteur de base au même titre que l'énergie et les transports.

Une des conséquences de cette croissance de la productivité est, mécaniquement, la réduction drastique de l'emploi agricole. En Europe de l'Ouest, la taille absolue de la population active agricole, qui était resté stable depuis la fin du XIX^e siècle, chute brutalement, de 44 à 24 millions entre 1950 et 1970, et sa part dans la population active totale de 30 à 15 % (Bairoch, 1999 : 38). Encore une fois, la magie n'intervient pas dans le processus : progrès, modernisation, développement ne sont que des appellations de l'injection de pétrole dans le secteur agricole. Si le travail (humain, animal) disparaît, ce n'est que grâce à son remplacement par une bien plus grande quantité d'énergie (voir encadré ci-dessus).

Tableau 17.4. Divers pays de l'OCDE, taux de croissance du PIB par actif dans l'agriculture et dans le reste de l'économie (1957-1968) et productivité du travail en 1948 et 1968.

	Productivité du travail agricole (millions de calories nettes par actif)		Taux de croissance du PIB par actif, 1957-1968 (%)	
	1948-1952	1968-1972	Dans l'agriculture	Dans les autres secteurs
Allemagne	32	107	6,9	4,8
Danemark	59	146	6,1	3,0
France	22	64	6,5	4,2
Italie	9	31	7,8	4,9
Pays-Bas	28	63	6,4	3,9
Royaume-Uni	37	85	6,0	2,4
États-Unis	95	184	5,5	2,4

Sources : Johnson, 1973 : 67, pour le taux de croissance du PIB ; Bairoch, 1999 : 148, pour la productivité.

» «Sous-développement» dans la périphérie

Les politiques d'industrialisation par substitution aux importations

Pour les pays de la périphérie, pays dont l'insertion dans l'économie mondiale lors de la globalisation du XIX^e siècle s'était faite par l'exportation de matières premières (principalement de la biomasse) et l'importation de biens manufacturés, la transition vers une croissance nationalo-centrée à l'image des États-Unis et de l'Europe suppose la mise en œuvre d'une industrialisation accélérée. La plupart de ces pays vont donc se donner cette priorité dans leurs choix de politique économique. Présentée parfois comme un choix stratégique des élites face à la détérioration des termes de l'échange¹⁹⁸, l'industrialisation accélérée est aussi pour ces pays la seule réponse possible, face à la fermeture de leurs débouchés historiques et à la disparition de la logique de division internationale du travail qui prévalait jusqu'en 1914. Cette stratégie va prendre la forme des politiques dites «d'industrialisation par substitution aux importations (ISI)», politiques volontaristes d'industrialisation tournées vers un marché intérieur très protégé et financées par la taxation des exportations de matières premières. Les pays latino-américains adoptent des ISI dès 1945¹⁹⁹, bientôt suivis par les ex-colonies au fur et à mesure de leurs indépendances.

Au regard de la thèse relative à la baisse tendancielle du prix des matières premières, paradoxalement ces politiques réussissent bien plus facilement dans l'immédiat après-guerre grâce justement au niveau élevé de ces prix, portés par la reconstruction européenne puis la guerre de Corée. Mais, après 1953, la conjoncture s'inverse, produit après produit, et une longue période de baisse de prix induit, chez ces pays exportateurs de matières premières, des problèmes croissants de balance des paiements.

Nombre d'observateurs accusent alors les politiques d'industrialisation par substitution aux importations d'être structurellement une source de déficit de la balance des paiements. Pour ces analystes, après une première phase durant laquelle la substitution est aisée comme dans l'industrie légère (textiles, chaussures, etc.), le processus se trouve confronté à de plus en plus de difficultés. D'une part, les importations de biens industriels ne diminuent pas car les importations de biens de consommation sont remplacées par des importations de matériaux semi-finis, de pièces détachées

198. Dans le domaine des relations internationales, l'expression «termes de l'échange» fait référence au rapport entre le prix des biens importés et celui des biens exportés. Une détérioration des termes de l'échange signifie que le prix des biens importés augmente par rapport à ceux des biens exportés.

199. Avant la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Amérique latine étaient identifiés, et se définissaient eux-mêmes, comme «exportateurs de matières premières» en relation avec la place qu'ils occupaient dans la division internationale du travail créée par le processus de mondialisation sous hégémonie anglaise du XIX^e siècle. Ainsi, dans l'étude de l'économie mondiale publiée en 1938 par la SDN, ils sont inclus dans le même groupe des «pays producteurs primaires» que l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Hongrie, la Roumanie et ou la Yougoslavie (Arndt, 1973 : 18). Après la Seconde Guerre mondiale, les travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine proposent une tout autre vision de l'économie mondiale en insistant sur son caractère hiérarchisé et en y distinguant pays du centre, exportateurs de biens manufacturés, et pays périphériques, exportateurs de matière première (Prebisch, 1949). Ces derniers, selon cette vision, ne peuvent, dans la durée, que s'appauvrir, au moins relativement, sous l'effet de l'échange international car la valeur des produits qu'ils exportent (les matières premières) baisse tendanciellement comparé à la valeur de ceux qu'ils importent. Tel est la thèse de la détérioration des termes de l'échange.

et de machines. D'autre part, du fait de la taille réduite des populations mais aussi de l'inégale distribution des richesses, la petite taille du marché limite la réalisation d'économies d'échelle dans le secteur manufacturier, ce qui se traduit par des coûts de production élevés et interdit l'exportation de biens industriels (Furtado, 1970; Hirschman, 1968; Cardoso et Faletto, 1979).

L'évolution du PIB de l'Argentine, pays riche dans le cadre de la première globalisation et qui a joué un rôle crucial dans les négociations commerciales de l'après-guerre, illustre tristement ce phénomène. Grâce à la formidable croissance de ses exportations agricoles, le PIB par habitant de l'Argentine avait rattrapé celui de la France à la fin du XIX^e siècle, et l'avait même légèrement dépassé avant la Première Guerre mondiale. La crise des années 1930 met fin à cette trajectoire. Durant les décennies qui suivent, à l'exception de la période de la Deuxième Guerre mondiale, l'Argentine perd du terrain (figure 17.4). En 1980, son PIB par habitant ne représente plus que 60 % de celui de la France.

La figure 17.4 présente aussi l'évolution du PIB par habitant de l'Inde et du Ghana. Malgré le caractère très imparfait de l'indicateur PIB pour rendre compte des caractéristiques d'un pays, on mesure ici l'extrême hétérogénéité de l'ensemble «pays en développement». Leur seul point commun est bien leur difficulté de balance des paiements, et il n'y a pas de sens à leur inventer des similarités techniques, politiques, institutionnelles ou culturelles.

Les difficultés de l'industrialisation ralentissent la réplcation du régime métabolique minier et de la voracité matérielle des États-Unis. La consommation matérielle par habitant des pays dits «en développement» augmente peu, après la Deuxième Guerre mondiale, en particulier durant la décennie 1960, et nettement moins vite que celle des pays dits «développés», capitalistes ou socialistes. Malgré l'explosion démographique que connaissent l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, la répartition de la consommation mondiale de matière reste quasiment inchangée. En 1950, les

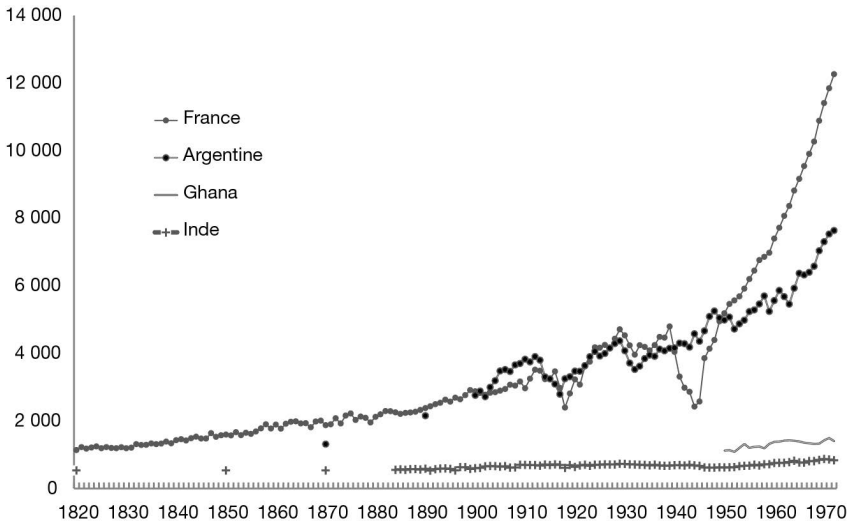


Figure 17.4. PIB par habitant en France, en Argentine, au Ghana et en Inde, 1820-1980. Source : d'après Maddison, 2001.

parts de l’OCDE et de l’URSS dans la consommation mondiale sont respectivement de 46 % et de 16 %. En 1970, elles sont égales à 45 % et 17 %. Ces données confortent ceux qui pouvaient voir alors, dans la division du monde entre un Nord riche et un Sud pauvre, une caractéristique structurelle de l’économie mondiale. Les décennies suivantes se chargeront de les démentir (partie 6).

Tableau 17.5. Consommation de matière dans les grandes régions du monde par habitant (en tonnes) et en % du total mondial, 1950, 1960 et 1970.

	1950		1960		1970	
	Par hab.	% du total mondial	Par hab.	% du total mondial	Par hab.	% du total mondial
OCDE	9,7	46	12,1	43	15,9	45
URSS	8,1	16	10,8	17	14,4	17
Asie (hors Japon)	2	20	2,9	22	2,9	20
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,8	1	3,6	2	3,4	2
Amérique latine	8,3	11	8,5	10	8,8	9
Afrique	4,8	7	5,9	7	6,1	6

Source : d’après Schaffartzik *et al.*, 2014.

Des agricultures taxées

Dans le cadre des politiques d’industrialisation par substitution aux importations, les pays dits « en développement » instaurent, pour les produits agricoles, un cloisonnement strict entre le marché national et le marché international. Sur les marchés agricoles, caisse de stabilisation, *marketing board* et autres offices de commercialisation garantissent, en association avec la politique tarifaire, une déconnexion des évolutions des prix domestiques et des prix internationaux.

Une différence d’importance, qui ne remet pas en cause l’auto-centrage de la croissance, concerne les rapports entre l’agriculture et l’industrie. « Fordisme du pauvre », les politiques d’industrialisation par substitution aux importations s’accompagneront partout d’une évolution des termes de l’échange entre l’agriculture et le reste de l’économie défavorable à la première. L’industrialisation des nations précédemment spécialisées dans l’exportation de biomasse, comme la construction des appareils d’État pour les nations nouvellement indépendantes, ne disposent en effet que des prélèvements sur l’agriculture comme source de financement. La taxation explicite ou implicite (en particulier par le biais de taux de change surévalués) est ainsi la règle pour bien des pays en développement jusqu’aux années 1970, et parfois même jusqu’à l’adoption des programmes d’ajustement structurel dans les années 1980 (Bates, 1984 ; World Bank, 1986 ; Krueger *et al.*, 1991).

Les politiques de stabilisation des prix deviennent, elles aussi, un instrument de prélèvement sur le secteur agricole et organisent le transfert de ressources vers le secteur industriel. Les prix des produits d’exportation sont pour cela fixés à un niveau bien inférieur au niveau international, et l’État prélève la différence (Krueger, 1992). Prélever cette différence sera la principale fonction des Caisses de stabilisation des prix et des *marketing boards* en Afrique subsaharienne après les indépendances.

La politique de bas prix agricoles concerne aussi les produits destinés aux consommateurs urbains, dans le but à la fois d'obtenir leur soutien politique et de contenir les salaires ouvriers pour favoriser l'industrialisation. Les «braderies» de produits alimentaires américains facilitent ces politiques de bas prix des produits agricoles. Au début des années 1960, l'aide américaine représente 55 % des importations céréalières totales des pays en développement, cette proportion allant de 80 à 100 % pour des pays comme Taïwan, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, l'Égypte, la Corée ou la Tunisie (Hopkins et Puchala, 1980). Ces importations «gratuites», revendues à bas prix par les États, permettent à la fois de contenir les prix intérieurs des denrées alimentaires et d'alimenter le budget de l'État.

Les estimations de Kym Anderson concernant les taux d'assistance à l'agriculture pour les périodes 1955-1957 et 1970-1972 montrent très clairement le contraste entre les politiques menées au «Nord» et au «Sud». Dans les pays dits «en développement», les taux sont toujours négatifs, quelle que soit la région considérée, et toujours positifs dans les pays dits «développés». Autrement dit, les pays «en développement» taxent leur agriculture, les pays «développés» la protègent. La prise en compte de la protection accordée au secteur industriel – élevée voire très élevée chez les premiers, relativement faible chez les seconds –, *via* le calcul du taux relatif, creuse d'autant plus l'écart entre les deux types de pays.

Tableau 17.6. Taux nominaux et réels d'assistance à l'agriculture, 1955-1972.

	1955-1957		1970-1972	
	Taux nominaux	Taux relatif	Taux nominaux	Taux relatif
Afrique	- 14	- 37	- 13	- 24
Asie en développement	- 27	- 55	- 19	- 42
Amérique latine	- 18	- 25	- 13	- 24
OCDE	+ 18	+ 10	+ 30	+ 24

Sources : Anderson et Nelgen, 2013; données accessibles à l'adresse suivante : http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/388/get_microdata (consulté le 23 juillet 2019).

Il existe toutefois, au sein des pays dits «en développement», une nette tendance à taxer plus les productions destinées à l'exportation que les produits destinés au marché intérieur, voire à protéger ces derniers (Krueger, 1992). C'est le cas en Asie (Timmer, 2009 : 28). La taxation des produits agricoles par le biais des prix est aussi partiellement compensée, dans de nombreux pays, par la mise en place de subventions aux intrants (engrais, pesticides, électricité pour l'irrigation). Comme le souligne Robert Bates pour le cas africain, le soutien par les subventions plutôt que par les prix donne aux gouvernements des moyens pour une politique clientéliste dont ils feront grand usage (Bates, 1983).

Réformes agraires et Révolution verte

Les réformes agraires et la norme «agriculture familiale»

L'agriculture familiale marchande fait partie de la norme productive qui s'impose dans le monde capitaliste dans le cadre de l'hégémonie américaine. Les Américains perçoivent leur agriculture familiale comme l'un des piliers de la démocratie américaine. À l'inverse, les grands propriétaires fonciers, *junkers* allemands en tête, incarnent ses pires ennemis.

Après la Seconde Guerre mondiale, les autorités américaines vont promouvoir et encadrer, par l'envoi de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture américain (service des agricultures étrangères), les réformes agraires comme l'une des composantes de la politique de démilitarisation des sociétés des vaincus. Le territoire où dominaient les *junkers* étant sous contrôle soviétique, le thème de la réforme agraire n'est donc pas un enjeu pour la politique poursuivie par les États-Unis en Allemagne. Au Japon en revanche, quand MacArthur prend en mains l'administration du pays, 70 % des exploitants agricoles sont des métayers, dont la moitié environ de la récolte est versée aux propriétaires fonciers. Les Américains vont pouvoir donner libre cours à leur « projet démocratique ».

Ainsi, une première loi, proposée le 4 décembre 1945 (4 mois après Hiroshima !) par les autorités japonaises (Takigawa, 1972), est rejetée par le Supreme Commander of Allied Power (SCAP) qui demande une loi qui permette de « supprimer les obstacles économiques à la relance et au renforcement de la démocratie, d'instaurer le respect de la dignité des hommes, et d'en finir avec la contrainte économique qui asservit l'agriculteur japonais depuis des siècles dans une oppression féodale, [et] d'exterminer ces maux pernicieux qui affectent depuis longtemps la structure foncière alors que près de la moitié de la population est engagée dans l'agriculture » (SCAP, 1945, cité par Kawagoe, 1999 : 28). Une nouvelle loi est adoptée en octobre 1946, qui limite à trois hectares la surface qu'un propriétaire exploitant peut conserver, à un hectare pour un propriétaire absentéiste, et qui rend obligatoire la location en argent et limite celle-ci à 25 % de la récolte. Les propriétaires des biens confisqués sont indemnisés sous la forme de bons du trésor avec un taux d'intérêt de 3,6 % et remboursables à trente ans. Les fermiers acheteurs peuvent payer l'État comptant ou rembourser sur trente ans. Lors de l'adoption de ce projet de loi, MacArthur déclare :

« Le projet de loi sur la réforme agraire est l'un des jalons les plus importants sur le chemin que suit le Japon vers la création d'une économie stable et d'une société démocratique [...]. Il n'existe pas de base plus ferme pour une démocratie modérée et solide ni de meilleur rempart contre les philosophies extrêmes » (Kawagoe, 1999 : 29).

Le paysage agricole japonais change radicalement de visage à cette occasion, puisque le pourcentage d'exploitants locataires de leurs terres passe de 48 % en 1941 à 9 % en 1955.

Par la suite, c'est la lutte contre le communisme qui sera le moteur, et l'objectif, de ces politiques. En octobre 1950, le président Truman déclare :

« Nous savons que les peuples d'Asie ont des problèmes d'injustice sociale à résoudre [...]. Nous voulons que leurs agriculteurs possèdent la terre qu'ils travaillent et qu'ils jouissent des fruits de leur labeur. C'est un de nos grands principes [...], c'est aussi la base de notre agriculture et cela a fortement influencé notre forme de gouvernement » (cité par Gittinger, 1961 : 197).

Dans l'enceinte de l'Organisation des Nations unies, l'engagement des États-Unis sur le thème de la réforme agraire s'affirme un peu plus, aiguillonné par les positions collectivistes des pays du bloc soviétique. Les États-Unis en viennent ainsi à défendre une vision très ambitieuse de la réforme agraire, par la voix de leur

représentant au Conseil économique et social des Nations unies en 1951²⁰⁰, ou encore au sein de la FAO, où ils affirment, toujours en 1951, que celle-ci ne peut atteindre ses plus grands objectifs que si un grand pourcentage d'agriculteurs du monde possède leur propre terre.

À Taïwan, l'appui des États-Unis à la réforme agraire est la suite de leur engagement auprès du gouvernement nationaliste de la Chine avant l'arrivée au pouvoir de Mao. Le programme de réforme agraire est un des premiers résultats des travaux de la Sino-American Joint Commission on Rural Reconstruction créée en 1948. Initié en Chine continentale, il est mis en œuvre à Taïwan après 1949 : réduction des fermages de plus d'un tiers, redistribution des terres possédées par l'État et enfin redistribution de terres privées. Mise en œuvre, dans sa totalité, au cours l'année 1953, la réforme agraire réduit de 39 % à 15 % la part des terres travaillées par des fermiers ou des métayers (Gittinger, 1961 : 291).

Aux Philippines, ancienne colonie américaine, une mission conduite en octobre 1950 à la demande de Truman, pour proposer des actions pour l'assistance technique et financière des États-Unis, met l'accent sur la réforme agraire. Elle est suivie par l'élaboration d'un plan d'action menée par un expert précédemment impliqué dans la réforme agraire japonaise qui propose une redistribution d'ampleur. Malgré le soutien de l'ambassadeur américain en place, ce plan ne se concrétisera cependant jamais.

Dix ans plus tard, en Amérique latine, l'Alliance pour le progrès, ambitieux programme d'aide au sous-continent initié en 1961 par Kennedy par crainte que l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro à Cuba, provoque un effet domino et réactualise le thème de la réforme agraire. La Charte de Punta del Este, fondatrice de l'Alliance pour le progrès, proclame que tous les pays du continent s'accordent pour :

« Encourager, conformément aux caractéristiques de chaque pays, des programmes de réforme agraire globale conduisant à une transformation effective, le cas échéant, des structures et des systèmes injustes de tenure et d'utilisation des terres, en vue de remplacer le système *minifundias-latifundias* par une distribution équitable de la terre, de sorte que [...] la terre devienne pour l'homme qui la travaille la base de sa stabilité économique, le fondement de son bien-être, et la garantie de sa liberté et de sa dignité. »

Dans le cadre de l'Alliance pour le progrès, de nombreux programmes de réforme agraire seront entrepris en Amérique latine, certains textes d'orientation reprennent la formulation citée ci-dessus, comme au Venezuela, au Costa Rica, au Honduras ou encore au Pérou (Delahaye, 2003). Ces réformes agraires sont loin d'être une nouveauté dans la région. Elles s'inscrivent dans une longue histoire aux résultats très variables suivant les pays, et souvent très limités (de Janvry, 1981 : chapitre 6 ; Rudel et Hernandez, 2017).

200. Elle est présentée « comme une amélioration de toutes les institutions économiques et sociales qui entourent la vie des fermes », et elle inclut « la redistribution ou la reconnaissance des propriétés, la sécurité des tenures, l'amélioration des titres de propriétés, la réforme de la fiscalité foncière, la création de coopératives pour l'achat en commun, la commercialisation et le crédit » (Isador Lubin cité par Gittinger, 1961 : 196).

Enfin, la promotion de l'agriculture familiale a aussi pris la forme de programmes étatiques de colonisation agraire, soutenus par la Banque mondiale, comme en Indonésie (programme transmigration) ou au Brésil (en Amazonie, qualifiée de « terre sans hommes²⁰¹ pour des hommes sans terre »). Dans les deux cas, pour les régimes autoritaires en place, le déplacement des populations sans terre est alors le substitut bienvenu à une réforme agraire inacceptable.

Les révolutions vertes

L'intensification de la production, c'est-à-dire l'augmentation des rendements, est vue par les États-Unis comme une nécessité pour prévenir les famines et plus largement réduire l'insécurité alimentaire dans les pays dits « en développement ». C'est aussi une façon d'améliorer la situation des petits producteurs sans qu'il soit nécessaire d'engager une réforme agraire d'envergure, solution souvent jugée trop compliquée à mettre en œuvre compte tenu du jeu politique local et, en définitive, alternative conservatrice et respectueuse de la propriété privée, valeur américaine indiscutable.

Dans son ouvrage *The Hungry World: America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, Nick Cullather analyse bien le processus par lequel le problème agraire est d'abord reformulé en problème alimentaire, et celui-ci à son tour en problème de rendements (Cullather, 2010 : 56). En 1968, l'appellation « Révolution verte », inventée par William Gaud, le directeur de l'Agence américaine pour le développement international (USAID²⁰²), ne fait référence, contrairement à ce qu'on pourrait penser en 2019, ni à l'écologie ni à l'Islam, mais, par opposition, aux révolutions rouges qui, elles, sont considérées comme pratiquant l'expropriation sans état d'âme.

Le projet « Révolution verte » prend naissance dès la Seconde Guerre mondiale, suite à la visite au Mexique en 1943 d'Henry Wallace, alors vice-président des États-Unis, sous la forme d'un programme de la Fondation Rockefeller centré sur l'amélioration variétale du blé. Quelques années plus tard, est créé le Cimmyt (International Maize and Wheat Improvement Center, Centre international d'amélioration du maïs et du blé), pionnier des centres de recherche agronomique « internationaux ».

Comme l'explique Deborah Fitzgerald, la Fondation Rockefeller, sans chercher explicitement à exporter le modèle agricole américain, promeut des techniques nées du contexte américain : exploitation familiale de grande taille, intensive en capital plutôt qu'en travail, produisant pour le marché, insérée dans tout un réseau d'institutions privées et publiques garantissant son efficacité. La fondation n'obtiendra de résultats au Mexique que dans les exploitations possédant ces caractéristiques, c'est-à-dire pour l'essentiel au nord du pays (Fitzgerald, 1986).

L'Institut international de recherche sur le riz (Irri) est créé aux Philippines en 1960, avec des financements des fondations Rockefeller et Ford. Il met au point, en

201. « Sans hommes », le mythe des terres vierges et des pionniers à la peau dure.

202. L'USAID, agence américaine d'aide au développement, a été créée dans le cadre de l'Alliance pour le progrès en 1961. Premier financeur des centres de recherche internationaux au milieu des années 1960, elle sera remplacée par la Banque mondiale dans les années qui suivent.

1966, une nouvelle variété, l'IR8, devenue très connue. L'IR8, le « riz miracle », est à paille courte et permet de valoriser les apports d'engrais sous forme de grains, et non de paille.

C'est en Inde, alors le pays le plus exposé à la famine, que ces variétés feront la preuve de leur efficacité, dans le cadre de la politique d'autosuffisance mise en œuvre au milieu des années 1960 par Chidambaram Subramaniam, ministre de l'Agriculture. Au milieu des années 1960, la majeure part des importations indiennes de céréales est constituée d'aide alimentaire en provenance des États-Unis. Cela donne toute latitude à ces derniers pour convaincre l'Inde d'adopter une stratégie d'autosuffisance. Les interprétations des motivations des États-Unis divergent. Pour Hoda et Gulati (2013), c'est en réaction à la guerre indo-pakistanaise qu'ils réduisent l'aide aux deux pays. Ahlberg (2007) met en avant les doutes des Américains quant à leur capacité à satisfaire les besoins grandissants de l'Inde. Varshney (1989), lui, y voit avant tout une décision de l'Inde de sortir de deux décennies de tentatives infructueuses de réforme foncière et de création de coopératives, et de s'orienter vers la solution technologique, décision que vient renforcer la politique américaine. En effet, en 1965, l'administration Johnson adopte la politique « de la laisse courte » (*short tether policy*), supprimant tout engagement à long terme sur les volumes d'aide alimentaire livrés (volumes fixés désormais mois par mois). Le gouvernement indien va dorénavant soutenir la Révolution verte, mais aussi ouvrir le pays aux investissements étrangers dans le secteur de l'agrochimie (Union Carbide Corporation, qui se rendra tristement célèbre à Bhopal en 1984, installe sa première usine en Inde en 1969). À partir de semences de blé du Cimmyt et de riz de l'Irri²⁰³, la production de blé passe de 10 à 25 millions de tonnes entre 1966 et 1973, celle de riz de 30 à 44 millions de tonnes. Dans le même temps, les importations de blé passent de 7 à 2 millions de tonnes, celles de riz de 1 million à 300 000 tonnes.

► L'institutionnalisation de la division Nord-Sud

À la sortie de la Deuxième Guerre mondiale et parallèlement à la diffusion différenciée du modèle américain, se dessine une polarisation géopolitique Nord-Sud, formalisée, encadrée et renforcée par la création d'organisations internationales et de clubs de pays.

L'idée que les États-Unis, l'Europe de l'Ouest, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et enfin le Japon forment un groupe homogène de pays partageant les mêmes intérêts et les mêmes objectifs n'avait rien d'évident dans les années 1930 et encore moins, bien sûr, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce n'est qu'après 1945 qu'elle s'impose avec force, avec les termes « pays développés » ou « pays industrialisés »,

203. Variété à haut rendement, « variété idéale » capable de transformer le plus efficacement possible en nourriture (calories), l'eau, le rayonnement solaire et les intrants chimiques, en particulier l'azote (Cullather, 2004 : 239). Ainsi, les variétés de riz développées par l'Irri doivent être à paille courte pour ne pas gaspiller les ressources sous la forme de produits non alimentaires, d'un vert sombre pour mieux absorber la lumière, rigides pour permettre la mécanisation de la récolte, cultivables partout en Asie tropicale et résistantes aux parasites et aux maladies. De telles variétés supposent d'importants changements dans la façon de cultiver le riz, ce qui est un des objectifs des promoteurs américains qui voient les semences améliorées comme un vecteur de modernisation. L'IR8 est présenté comme l'équivalent pour la riziculture de ce qu'a été la Ford T pour l'automobile.

Tableau 17.7. Organisations interétatiques du « Nord » et du « Sud ».

	NORD	SUD
1948	OECE (Organisation européenne de coopération économique), réunit 16 pays d'Europe de l'Ouest, et les États-Unis et le Canada comme observateurs	
1949	Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord)	
1951	Ceca (Communauté économique du charbon et de l'acier) : France, Italie, RFA et Benelux Anzus (Australian New Zeland United States Security Treaty)	
1955		Conférence de Bandung, réunissant 29 pays africains et asiatiques
1957	CEE (Communauté économique européenne) : Allemagne (RFA), Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas	
1959	GAD (Groupe pour l'assistance et le développement)	
1960	AELE (Association européenne de libre-échange) : Royaume-Uni, Portugal, Danemark, Norvège, Suisse, Autriche, Suède	Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole)
1961	Transformation de l'OECE en OCDE (Organisation de coopération pour le développement économique), avec l'entrée des États-Unis et du Canada, transformation du GAD en CAD (Comité d'aide au développement)	Conférence des Non-Alignés à Belgrade
1963	Convention de Yaoundé, CEE-ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique, réunissant les anciennes colonies françaises et belges de ces régions) : fonde l'aide européenne et instaure un régime commercial préférentiel	
1964	Cnuced (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) CAD (Comité d'aide au développement), adhésion du Japon à l'OCDE	
1968	Adhésion de la Finlande à l'OCDE Adoption du principe des SPG au sein de la Cnuced	
1971	Adhésion de l'Australie à l'OCDE	
1973	Adhésion de la Nouvelle-Zélande à l'OCDE Entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark dans la CEE	Restriction des exportations de pétrole par l'Opep

inventés pour l'occasion. De même, les notions de «pays en développement», de «tiers monde» ou de «Sud» n'ont pas toujours existé. Elles sont aussi des inventions de l'après-Seconde Guerre mondiale qui répondent à une configuration bien particulière des relations internationales.

À la fin de notre période, l'appartenance soit à l'OCDE²⁰⁴, soit au Groupe des 77, est le marqueur le plus objectif de l'identité de «pays développé» ou de «pays en développement». Ces organisations, qui réunissent des pays aux performances économiques très différentes, se sont construites en près de 30 ans de jeu diplomatique, en réaction de l'une par rapport à l'autre. Dans le contexte de la guerre froide, l'hégémonie américaine se voit contestée par le bloc socialiste, contestation à laquelle la création de l'Otan est censée faire face, et par les pays du «tiers monde», auxquels répond l'OCDE.

L'OCDE est un héritage de la guerre froide, et avec elle la catégorie «pays développés». Elle est issue de la recomposition d'une organisation créée dans l'immédiat après-guerre, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée en 1948 pour gérer les financements du Plan Marshall, ou formellement le «Programme de rétablissement européen» (en anglais European Recovery Program). En effet, l'existence d'une coopération entre les pays européens, porteuse d'un plan commun de reconstruction, fait partie des conditionnalités du plan. Quand il est devenu clair que l'URSS et ses satellites ne pouvaient participer à une initiative clairement au service des États-Unis dans le cadre de la guerre froide, l'OECE est fondée à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, regroupant 16 pays auxquels s'ajoutent les États-Unis et le Canada, avec le statut formel d'observateur, observateur très influent en ce qui concerne les États-Unis²⁰⁵.

Malgré son incapacité à concrétiser l'intégration économique et politique de l'Europe de l'Ouest, conformément au projet des États-Unis, l'OECE est maintenue, à la fin du Plan Marshall en 1952, comme dispositif de coopération économique complémentaire de l'Otan²⁰⁶. En 1961, l'OECE devient OCDE, dont les États-Unis et le Canada sont membres à part entière.

Le passage de l'OECE à l'OCDE vise à surmonter les divisions au sein de l'Europe de l'Ouest, mais surtout à élaborer des positions communes pour contrer l'influence de l'URSS dans les anciennes colonies européennes, et les défendre solidairement dans les enceintes des Nations unies, où les États-Unis et leurs alliés européens sont devenus minoritaires. Matthieu Leimgruber et Matthias Schmelzer définissent

204. L'OCDE est une organisation internationale très particulière. Rarement exposée aux feux de l'actualité, elle n'a jamais été l'objet de mouvements de dénonciation ou de contestation à grande échelle comme ont pu l'être l'OMC, la Banque mondiale ou le FMI. Elle joue pourtant un rôle crucial dans la formation, l'homogénéisation, voire la normalisation, des politiques de ses pays membres. Contrairement à bien d'autres organisations, l'OCDE ne dispose pas de ressources financières ou légales. Selon Matthieu Leimgruber et Matthias Schmelzer, elle peut être définie à la fois : comme «une organisation forum qui fournit un cadre dans lequel les pays membres partagent leurs visions, négocient des initiatives communes et des accords, et collectivement légitiment leurs politiques»; et comme une «organisation de services qui fournit elle-même des services importants aux pays membres, tels que la collecte, la standardisation et la diffusion d'informations et de données» (Leimgruber et Schmelzer, 2017 : 24).

205. La zone occupée de l'Allemagne possède initialement un statut d'observateur, puis de membre associé.

206. René Sergent, haut fonctionnaire français, secrétaire général de l'OECE entre 1955 et 1960, était précédemment secrétaire général adjoint de l'Otan.

Qu'est-ce qu'un pays en développement ?

L'extrême hétérogénéité des pays groupés sous l'appellation «pays sous-développés» «en développement» ou encore «du Sud» oblige à interroger la prégnance de ces appellations. Quand et comment se sont-elles imposées, et pour quelles raisons ?

Nous avons vu cette appellation utilisée pour constituer, avec le Groupe des 77, une vaste alliance tricontinentale défendant des positions communes dans les négociations commerciales. De fait, la distinction d'un groupe particulier en lien avec les questions commerciales avait déjà été faite après la Première Guerre mondiale avec l'expression «pays en retard» (*backward countries*), alors utilisée dans les conférences internationales pour qualifier les territoires à l'industrialisation récente (principalement Amérique latine et Asie), perçus comme une menace potentielle pour les «vieux pays industrialisés». La définition de normes mondiales, en tant que garantie contre ce risque, fait partie du projet wilsonien de pacification du monde. La création de l'Organisation internationale du travail (OIT), dans le cadre du Traité de Versailles en 1919, a cette vocation. Son texte fondateur affirme : «la non-adoption par une nation quelconque de conditions humaines de travail constitue un obstacle dans la voie des autres nations désireuses d'améliorer les conditions de leur propre pays»*.

Mais l'émergence de la catégorie «pays en développement» est associée à une tout autre logique, celle de l'aide, héritage direct des politiques coloniales des puissances européennes. Projet d'ingénierie sociale, le «développement», ambition de changer depuis l'extérieur une situation locale jugée insatisfaisante, ne porte pas initialement sur une société, mais sur des ressources, considérées comme insuffisamment employées. Cette vision du développement est proche de la problématique keynésienne centrée sur le sous-emploi des facteurs, et en particulier du travail. Le *development*, à rapprocher de la «mise en valeur» des colonies françaises, est le terme officiellement employé très tôt pour définir un des objectifs de la politique coloniale anglaise.

Antony Anghie attribue au système des mandats mis en place après la Première Guerre mondiale par la Société des nations (SDN) un rôle décisif dans l'évolution du «développementisme» colonial (Anghie, 2002 : 515). Le Pacte de la Société des nations, autre produit du Traité de Versailles, spécifie que le «développement» est l'objectif du système des mandats. Dorénavant associé à la poursuite du «bien-être» et de la «protection» des populations indigènes, il implique l'élaboration d'une science de «l'administration coloniale capable de conduire, enregistrer et comparer leurs évolutions» basée sur l'accumulation de connaissances détaillées sur les territoires concernés. Confrontée à une contestation sociale indigène croissante, cette vision pénétrera progressivement les politiques des métropoles européennes, comme en témoignent le Colonial Development Act anglais de 1929 et, côté français, la création en 1946 du Fonds d'investissement et de développement économique et social (Fides) (Cooper, 1996).

Si, contrairement à certaines affirmations (Escobar, 1995 ; Rist, 1996 ; Rahnema et Bawtree, 1997), Harry Truman, n'invente pas le «développement», ses propos de 1949 sur les «régions sous-développées», qu'il caractérise par leur faible dotation en capital et en connaissance, signale l'immédiat après-guerre comme le moment fondateur de tout l'appareillage d'organisations et de financements qui ont en commun une vision du sous-développement comme un déficit en «quelque chose»

(institutions, infrastructures, capital physique, capital humain, capital social, savoir technique et scientifique...), dont seraient dotés les pays « développés », à qui incombe le devoir moral d'en faire bénéficier les « sous-développés ».

Cette conception permet, dans les années 1960, de recycler une partie des dispositifs de l'administration coloniale en dispositifs d'aide sous l'appellation, en France, de coopération. C'est en même temps la période où la CEE nouvellement créée transforme en « aide au développement » la protection dont bénéficiaient les colonies françaises, et celle du lancement de l'Alliance pour le progrès par des États-Unis, avec la création de l'USAID, soucieux d'éviter la contagion de la révolution cubaine aux autres pays d'Amérique latine. C'est aussi à ce moment-là (1960) qu'est créée, au sein de la Banque mondiale, l'Association internationale du développement (AID) en charge de la distribution de dons et de crédits concessionnels aux pays les plus pauvres.

On peut également interpréter, dans le contexte de la première CnuCED, l'institutionnalisation de l'aide comme une compensation au refus de transiger sur les règles du Gatt. En fin de compte, l'alliance des pays du Groupe des 77, aux histoires et aux revendications initialement presque opposées, aboutit à une réponse indifférenciée, sous forme d'aides (donc restant dans la main des pays « développés »), à leur « inaptitude à la prospérité ».

En 1986, le Groupe des 77 se voit remplacé, en particulier sur les dossiers agricoles, par le groupe de Cairns, qui réunit des pays « développés » (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada), « sous-développés » (Brésil, Argentine, Thaïlande...) et même un pays de l'Est (Hongrie). Dès lors, la distinction « développé et en développement » n'est plus pertinente pour ce qui est des questions commerciales. Aujourd'hui, un « pays en développement » est seulement un pays récipiendaire d'aide, et de tout ce qui l'accompagne (conseil, expertise, conditionnalités, accords...).

* Avec la Deuxième Guerre mondiale, l'expression « pays en retard » revient, mais la référence aux normes de travail disparaît. Ainsi, Rosenstein-Rodan, dans son article « The international development of economically backward areas », distingue cinq régions économiquement en retard : « l'Extrême-Orient, c'est-à-dire, l'Inde et la Chine », « les empires coloniaux, en particulier en Afrique », « la zone des Caraïbes », « le Moyen-Orient » et « l'Europe de l'Est et du Sud-Est » (Rosenstein-Rodan, 1944 : 159). L'Amérique latine, donc, n'entre pas dans cette catégorie.

l'OCDE comme le « Club de l'Ouest générateur d'identité », dont la double mission est de soutenir la croissance mondiale en coordonnant les politiques de type keynésien et d'organiser l'aide publique au développement dans le cadre du CAD (Leimgruber et Schmelzer, 2017 : 46)²⁰⁷.

Si l'aide au développement a une telle importance dans l'identité de l'OCDE, c'est qu'elle constitue la réponse aux revendications relatives aux règles commerciales de l'ensemble de pays se réunissant alors sous l'appellation de « pays en voie de développement » : en bref, « *Aid, not trade* » est le slogan de l'OCDE à ce moment-là.

La création d'un groupe « pays en développement » dans les négociations économiques internationales, compte tenu de l'extrême hétérogénéité des situations,

207. Le Groupe pour l'assistance et le développement (GAD) est créé, à la demande de l'administration américaine en 1959, annonçant la création de l'OCDE. Rebaptisé un an plus tard Comité d'aide au développement (CAD), il institue l'aide au développement comme un des attributs identitaires des pays dits « développés ».

ne se fait pas du jour au lendemain. Elle s'opère principalement dans l'objectif de modifier les règles du Gatt encadrant les politiques commerciales²⁰⁸.

En 1956, un amendement introduit une première distinction entre les «parties contractantes» du Gatt en mentionnant celles «dont les économies ne permettent qu'un faible niveau de vie et sont aux premiers stades du développement», l'expression «premier stade du développement» ne s'appliquant pas aux seuls pays «ayant juste démarré leur développement économique», mais aussi à ceux «qui sont engagés dans un processus d'industrialisation pour corriger une dépendance excessive vis-à-vis de la production primaire» (Evans, 1968 : 81).

En juillet 1962, la Conférence sur les problèmes des pays en développement organisée au Caire est la première initiative conjointe de pays des trois continents (Afrique, Asie et Amérique latine). Sa résolution finale appelle au lancement d'une grande conférence sur «le commerce international, le commerce des produits primaires et les relations économiques entre pays en développement et pays développés». En août 1962, une résolution²⁰⁹ du Conseil économique et social des Nations unies appelle à une conférence des Nations unies sur le commerce et le développement qui devra traiter en priorité deux thèmes : l'accès aux marchés mondiaux pour les pays en développement et la stabilisation des prix des produits de base. En décembre 1962, l'Assemblée générale de l'Onu en décide l'organisation pour 1964 (Toye et Toye, 2004).

La première CnuCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) est donc préparée sous la direction de Raúl Prebisch, ancien secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine, où ont été conçues les politiques de substitution aux importations. Le remplacement, dans le discours, de la dichotomie «centre et périphérie» par «développé et sous-développé» donne alors la possibilité de créer une grande alliance entre les pays d'Amérique latine et les anciennes colonies européennes, tandis que l'accent mis sur les problèmes des paiements permet d'unir des pays avec des niveaux de richesses et des degrés d'industrialisation très différents. Deux groupes de pays aux profils bien distincts se rapprochent à cette occasion :

- d'une part, les pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine...) et d'Asie (Inde...) engagés dans les politiques d'industrialisation par substitution aux importations et confrontés à la croissance des importations de biens d'équipement ;
- d'autre part, des pays africains avec un très faible niveau d'industrialisation, confrontés à la fermeture du marché européen ou à la disparition de la préférence impériale (anciennes colonies françaises).

La CnuCED est l'occasion d'institutionnaliser les alliances. Quatre groupes de négociation y sont distingués : les pays de l'OCDE, les pays socialistes européens, la Chine et un groupe de pays dits «en développement», le Groupe des 77. Avec la CnuCED, «les pays en développement» ne sont pas définis comme des pays ayant besoin de «l'aide» des «pays développés», mais comme des pays revendiquant des droits spécifiques : droit de créer des ententes entre pays exportateurs de matières premières pour soutenir les

208. À côté d'initiatives visant à définir une position distincte dans le cadre de la guerre froide (Conférence de Bandung, Conférence des non-alignés).

209. Portée par l'Inde, la Yougoslavie, le Brésil, l'Éthiopie et le Sénégal.

prix internationaux, droit à un accès particulier aux marchés des « pays développés »²¹⁰. Ces deux revendications sont en contradiction ouverte avec les principes adoptés après-guerre (Charte de La Havane et Gatt) pour régir le commerce international : principes qui restreignaient la création d'accords de produit à une gestion temporaire des crises de surproduction et principe de la nation la plus favorisée.

L'idée que l'OCDE recouvre l'ensemble des « pays développés » et les représente sort renforcée de la première Cnuced (Hongler, 2017). Initialement désorganisés face à cette unité nouvelle des « pays en voie de développement », les pays de l'OCDE sont confortés dans l'idée que les « pays développés » doivent se doter de positions communes et que l'appartenance à l'OCDE ne sert pas seulement, désormais, à se positionner face aux pays du bloc socialiste, mais aussi face aux pays du « tiers monde »²¹¹. Cette perception jouera aussi un rôle important dans l'intégration ultérieure de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (Carroll, 2017)²¹².

210. Cette revendication aboutit à la création au sein de la Cnuced du principe de SPG, système de préférences généralisé en 1968, validé en 1971 au sein du Gatt. Chaque membre de l'OCDE a son propre SPG par lequel il accorde des droits de douane préférentiels sur les produits de son choix, aux pays « en développement » de son choix. Les NPI seront les grands bénéficiaires de ce système, voir partie 6.

211. De ce point de vue, il est intéressant de constater que la Finlande, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont admis comme participant aux discussions du CAD consacrées à la Cnuced bien avant d'avoir été admis comme membre de plein droit de l'OCDE (Hongler, 2017 : 148).

212. L'Australie partageait pourtant un certain nombre de revendications exprimées par les pays en développement dans le cadre de la Cnuced, et donc du Gatt, en particulier la libéralisation du commerce agricole. La Nouvelle-Zélande, elle, a signé en 1963 l'Appel des pays en développement au secrétariat général des Nations unies. Les deux pays finirent néanmoins par céder aux sirènes de l'OCDE qui stabilise ainsi ses contours pour les vingt années suivantes.